



Service Police Municipale

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DÉPARTEMENT DE LA CHARENTE**  
**COMMUNE DE JARNAC**

**ARRÊTÉ MUNICIPAL  
TEMPORAIRE  
N° JARNAC/2023/PM/84  
PROLONGATION ACCÈS  
INTERDIT À L'ENSEMBLE DE  
L'ITINÉRAIRE DE LA FLOW  
VÉLO SUR LE TERRITOIRE  
COMMUNAL**

**Monsieur Philippe GESSE, Maire de la commune de JARNAC (16200).**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son livre II, chapitre II, articles L.2212-1 et suivants relatifs au pouvoir de Police du Maire ;

VU le Code la Voirie Routière et notamment ses articles L.111-1 et suivants définissant le domaine public routier ;

VU le Code de la Route et notamment les articles R.417-10 et L.325-1 ;

VU le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 disposant que « La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de Police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 2<sup>ème</sup> classe » ;

VU l'arrêté municipal temporaire n°JARNAC/2023/PM/81 en date du 06 novembre 2023, portant prolongation d'accès interdit à l'ensemble de l'itinéraire de la Flow Vélo sur le territoire communal et ce jusqu'au 14 novembre 2023 inclus ;

**CONSIDÉRANT** qu'il incombe au Maire au titre de ses pouvoirs de Police de prendre toutes les mesures propres afin d'assurer le bon ordre, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques ;

**CONSIDÉRANT** les conditions météorologiques défavorables, il convient de réglementer l'accès de l'ensemble de l'itinéraire de la Flow Vélo sur le territoire de la commune ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions météorologiques constituent un risque pour les personnes, il y a lieu d'effectuer la mise en sécurité de ses espaces,

Sur proposition du Chef de service de la Police Municipale,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Afin d'assurer la sécurité des personnes, l'ensemble de l'itinéraire de la Flow Vélo est strictement interdit à la circulation de tous les véhicules, des piétons, vélos ou utilisateurs d'engins de déplacement personnel sur tous le territoire communal.

Ces prescriptions s'appliquent à compter du mercredi 15 et ce jusqu'au mardi 28 novembre 2023 inclus.

**Article 2 :**

Le présent arrêté ne s'applique pas aux véhicules d'intérêt général prioritaires ainsi qu'aux véhicules des services techniques de la Ville de Jarnac au cours de leur intervention.

**Article 3 :**

La signalisation d'information ainsi que le présent arrêté seront affichées par les services techniques de la ville sur les différents sites « Flow Vélo ».

**Article 4 :**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, il pourra être contesté dans les deux mois à compter de la date de publication conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative :

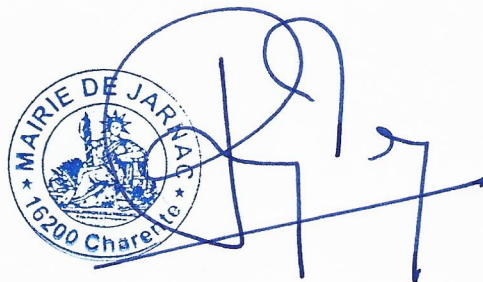
- Soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Maire de Jarnac,
- Soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

**Article 5 :**

Le Maire, le Chef de service de la Police Municipale de la commune de Jarnac, le Commandant de Communauté de Brigades de Gendarmerie de Jarnac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution et du respect du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune de Jarnac, dont une ampliation sera transmise à la communauté de brigades de Gendarmerie de JARNAC ainsi qu'au Centre d'Incendie et de Secours de JARNAC.

COMMUNE DE JARNAC, le 13 novembre 2023

Monsieur Philippe GESSE, Le Maire de JARNAC



*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*